



FORMATION PROFESSIONNELLE

Actualité 2026 : droit fiscal, droit des sociétés et droit immobilier

Une formation complète pour maîtriser les évolutions législatives et jurisprudentielles de l'année 2026 dans trois domaines essentiels du droit des affaires.

DATE

27 novembre 2026

DURÉE

7 heures

FORMAT

Paris ou à distance

Le conseil juridique stratégique
conçu pour les dirigeants et actionnaires

01

Panorama complet

Dresser un panorama exhaustif de l'actualité législative et jurisprudentielle pour 2026 en droit immobilier, fiscal et des sociétés.

02

Enjeux pratiques

Comprendre les enjeux et les conséquences pratiques de ces évolutions pour le suivi quotidien des dossiers professionnels.

03

Application concrète

Acquérir les compétences nécessaires pour appliquer immédiatement ces nouvelles connaissances dans votre pratique quotidienne.

À qui s'adresse cette journée

À l'issue de cette formation intensive de 7 heures, les participants seront parfaitement équipés pour naviguer dans le paysage juridique complexe et en constante évolution de 2026. Cette formation s'adresse aux professionnels du droit souhaitant rester à la pointe de leur domaine et offrir un conseil juridique actualisé et pertinent à leurs clients.

1 Module 1 : loi de finances 2027

Examen approfondi du projet de loi de finances pour 2027. Le programme détaillé sera communiqué lors de la publication officielle du projet de loi.

2 Module 2 : fiscalité générale des entreprises

- Impôt sur les sociétés : détermination du résultat fiscal
- Acte anormal de gestion et ses implications
- Restructurations d'entreprises
- TVA : champ d'application et droit à déduction
- Holding mixte et taxe sur les salaires

3 Module 3 : fiscalité immobilière

- Impôt sur les sociétés
- Impôt sur le revenu
- TVA immobilière
- Droits d'enregistrement
- Taxes immobilières

4 Module 4 : fiscalité patrimoniale

- Pacte Dutreil
- Impôt sur la fortune immobilière (IFI)
- Management packages
- Obligations déclaratives
- Fiscalité des apports et scissions

Ce que couvre le volet fiscal

Cette section de la formation couvre l'ensemble des évolutions fiscales majeures de 2026, avec une attention particulière portée aux nouvelles dispositions de la loi de finances pour 2026 concernant les management packages. Les participants exploreront en détail les modifications apportées à l'impôt sur les sociétés, notamment en matière de détermination du résultat et de restructurations. La fiscalité immobilière fait l'objet d'un module dédié, abordant tous les impôts et taxes applicables aux opérations immobilières. Enfin, la fiscalité patrimoniale est analysée sous tous ses aspects, du Pacte Dutreil à l'IFI, en passant par les obligations déclaratives renforcées.

O1

Textes législatifs récents

Analyse des nouvelles lois et directives européennes impactant le droit des sociétés français.

O2

Évolutions jurisprudentielles

Panorama complet des décisions de justice marquantes de 2026.

Textes législatifs majeurs

Le module consacré au droit des sociétés examine quatre textes majeurs :

- **Loi n° 2026-403 du 26 mai 2026 de simplification de la vie économique (dite « loi SVE »).** C'est le texte central de l'année. La loi a été publiée au Journal officiel le 27 mai 2026.
- **Directive (UE) 2026/470 du 24 février 2026 dite « Omnibus I ».**
- **Le décret n° 2025-744 sur la parité dans les conseils des sociétés cotées.** Il entre en vigueur de façon échelonnée entre le 1^{er} janvier 2026 et le 1^{er} janvier 2027.

Panorama jurisprudentiel

Les thématiques essentielles couvertes sont :

- Constitution de société avec la reprise des actes conclus en cours de formation
- Statut du dirigeant et responsabilité pour insuffisance d'actif (SAS dirigée par personne morale)
- Décisions collectives (validité des clauses minoritaires, modalités de distribution de dividendes)
- Application du droit commun des contrats aux cessions de droits sociaux (interprétation de l'article 1112-1 du Code civil)
- Régime de cession de droits sociaux (expertise de prix, droits d'enregistrement en cas de transformation)
- Modalités d'exercice du droit d'opposition des créanciers en cas de TUP
- Application du monopole bancaire dans le cadre des financements intra-groupes

Responsabilité des dirigeants de SAS

Une personne physique dirigeant une personne morale (elle-même dirigeante de SAS) peut-elle être tenue responsable pour insuffisance d'actif ?

Validité des décisions minoritaires

Une clause statutaire de SAS permettant à une minorité de voix de prendre des décisions est-elle valide ? Quelles en sont les implications ?

Distribution de dividendes

Une AG autre que celle approuvant les comptes peut-elle décider la distribution d'un dividende, ou du report à nouveau bénéficiaire ?

La réforme des nullités et les nouvelles interprétations jurisprudentielles transforment profondément la pratique du droit des sociétés.

Ces questions jurisprudentielles illustrent la complexité croissante et la nécessité pour les praticiens de rester informés. L'expertise de prix (article 1843-4 du Code civil) fait également l'objet d'un retour en arrière jurisprudentiel. Les transformations de SARL en SAS soulèvent des enjeux pour les droits d'enregistrement, surtout lorsque la publicité au RCS est postérieure à l'enregistrement de la cession.

Actualité 2026 en droit immobilier



01

Investissement et financement

Vente et avant-contrats, propriété et servitudes, sociétés immobilières, investissements hôteliers et résidentiels, propriété publique.

02

Promotion et développement

Responsabilité des constructeurs, assurances, marchés de travaux, sous-traitance, urbanisme, environnement et développement durable.

03

Gestion et professions

Baux commerciaux et résidentiels, copropriété, associations syndicales, agents immobiliers, diagnostiqueurs et autres professions.

Trois axes, un cycle de vie complet

Le module droit immobilier est structuré autour de trois axes majeurs qui couvrent l'ensemble du cycle de vie d'un projet immobilier. Il explore l'investissement et le financement, la promotion et le développement, ainsi que la gestion immobilière et les professions réglementées. Cette approche intégrée permet d'appréhender les aspects contractuels, les responsabilités des constructeurs, les enjeux urbanistiques et environnementaux, et les spécificités des baux et de la copropriété.

Informations pratiques



DURÉE

7 heures

de formation intensive

DATE

27 novembre 2026

HORAIRES

9h00 à 18h00

Pauses incluses

Lieu et modalité d'accès

Formation hybride :

- En présentiel : 44 rue Fortuny, 75017 Paris
- En distanciel : lien de connexion Google Meet fourni

Prérequis

Aucun prérequis n'est nécessaire pour participer à cette formation. Elle s'adresse à tous les professionnels du droit souhaitant actualiser leurs connaissances.

Modalités d'inscription

Formulaire d'inscription

Disponible sur notre site web

Contact

contact@fieloux.com

Téléphone

+33 (0)1 87 20 01 99

Méthodes mobilisées

La formation repose sur un exposé participatif animé par un avocat spécialisé dans les domaines du droit fiscal, du droit des sociétés et du droit immobilier.

Cette approche pédagogique privilégie :

- Études de cas pratiques
- Échanges interactifs entre participants et formateur
- Questions-réponses en temps réel
- Partage d'expériences professionnelles

Évaluation des acquis

Un QCM en fin d'enseignement permet de vérifier l'acquisition des connaissances et compétences transmises durant la formation.

Cette évaluation garantit :

- La validation des objectifs pédagogiques
- L'identification des points à approfondir
- La remise d'une attestation de formation

Un enseignement ancré dans la pratique

L'expertise du formateur, avocat spécialisé, assure une transmission de connaissances à la fois théoriques et pratiques, ancrées dans la réalité professionnelle quotidienne. Les participants bénéficient ainsi d'un enseignement de haute qualité, enrichi par l'expérience terrain du formateur et les interactions avec les autres participants. Le format interactif favorise une meilleure compréhension et mémorisation des concepts abordés, tout en permettant d'adapter le contenu aux besoins spécifiques exprimés par le groupe.

1 000 €

Tarif hors taxes

Investissement pour une
journée complète de formation
de haute qualité

7 h

Durée totale

Une journée intensive pour
maîtriser l'actualité juridique
2026

3

Domaines couverts

Droit fiscal, droit des sociétés
et droit immobilier

Accessibilité et aménagements

Des aménagements sont possibles pour les personnes en situation de handicap. Pour étudier la faisabilité de la mise en œuvre de ces aménagements et garantir les meilleures conditions d'accès à la formation, nous vous invitons à prendre contact avec nos services.

Nos équipes sont à votre disposition pour examiner vos besoins spécifiques et mettre en place les solutions adaptées permettant votre participation dans les meilleures conditions.

Un investissement dans votre pratique

Le tarif de 1 000 euros HT représente un investissement stratégique dans votre développement professionnel, vous permettant d'acquérir une expertise actualisée dans trois domaines clés du droit des affaires. Cette formation complète offre un excellent rapport qualité-prix compte tenu de l'étendue des sujets traités et de l'expertise du formateur. Notre engagement en matière d'accessibilité reflète notre volonté d'offrir à tous les professionnels, quelles que soient leurs contraintes, la possibilité de bénéficier de cette formation de haute qualité.

Inscrivez-vous dès maintenant



Formation complète

Un panorama exhaustif de l'actualité 2026 en droit fiscal, droit des sociétés et droit immobilier.

Expertise reconnue

Animée par un avocat spécialisé, un enseignement de haute qualité ancré dans la pratique.

Format flexible

Présentiel à Paris ou distanciel via Teams, adapté à vos contraintes.

Une journée pour mettre votre pratique à jour

Ne manquez pas cette opportunité unique de mettre à jour vos connaissances juridiques et de maîtriser les évolutions législatives et jurisprudentielles majeures de 2026. Cette formation intensive vous permettra de renforcer votre expertise professionnelle et d'offrir à vos clients un conseil juridique parfaitement actualisé.

Que vous soyez avocat, juriste d'entreprise, notaire, expert-comptable ou tout autre professionnel du droit et de la fiscalité, cette journée de formation représente un investissement essentiel dans votre développement professionnel.

Les places étant limitées à 15 personnes pour garantir une réelle interactivité et la qualité des échanges, nous vous recommandons de vous inscrire rapidement et au plus tard jusqu'à 48 h avant la session. En deçà, vous pouvez [contacter notre service client](#) pour vous assurer de la disponibilité.

Rejoignez-nous le 27 novembre 2026 pour une journée enrichissante qui transformera votre pratique professionnelle.

Intitulé du stage : Actualité 2026 droit fiscal, droit des sociétés et droit immobilier

Date : 27 novembre 2026

Horaires : 9h00 à 18h00

Tarif : 1 000 € HT